

# « Subprimes, saison 2 »

**FINANCE** Les dettes ont augmenté de 40% depuis 2007

► La finance de l'ombre pèse autant que le PIB mondial.

► La crise n'a pas dissuadé les banquiers américains d'abandonner leurs mauvaises habitudes mais en a limité l'ampleur.

Subprimes, saison 2», la perspective lancée par Édouard Tétreau a de quoi doucher les espoirs de reprise économique. Les près de 4.000 milliards de dollars injectés par la Réserve fédérale américaine ont ramené un sentiment d'opulence financière selon le consultant et essayiste français. Les indices boursiers US évoluent ainsi à des niveaux record, le Nasdaq ayant réussi à repasser le cap des 5.000 points qui n'avait jusqu'à présent été atteint qu'au plus fort de la bulle technologique de la fin du 20<sup>e</sup> siècle. L'indice élargi S&P 500 cote 28 fois ses profits de long terme, un multiple qui n'a été atteint qu'en 1929 et 1999. Dès 2011, l'agence Standard & Poor's octroyait de nouveau la note su-

prême AAA à une tranche d'un produit adossé à des crédits hypothécaires risqués rebaptisés nonprime, marketing oblige.

## Les États-Unis limitent leurs travers

Du côté des prêts étudiants, «des millions de souscripteurs sont en défaut et beaucoup devraient suivre dans un futur proche», avertit Sarah Bloom Raskin, numéro deux du puissant Département du Trésor américain. Un comité rattaché à ce dernier a évalué que les mauvaises créances atteignaient de 9% d'un encours qui a bondi de 30% en 30 mois à 1.300 milliards de dollars. Près d'un quart des crédits était en outre jugés à risque.

Les établissements financiers font également preuve de davantage de laxisme dans les crédits voitures. Plus d'un prêt sur 4 est octroyé à des acquéreurs présentant peu de garanties. La durée des prêts s'est allongée, jusqu'à 7 ans pour une voiture neuve. Le *New York Times* a épingle des comportements douteux dans les crédits pour voitures d'occasion: des taux jusqu'à 23%, le prêt du double de la valeur du véhicule.

Si le système apparaît tout

aussi inquiétant qu'en 2006-2007, les montants en jeu ont fondu. Les ventes de produits structurés liés à des crédits hypothécaires à risques ont plafonné à 8,8 milliards de dollars en 2014 contre près de 3.000 milliards de dollars entre 2005 et 2007 selon Inside Mortgage Finance.

Chris Pink de Wells Fargo estime que les crédits autos pourris pèsent au total un peu plus de 200 milliards de dollars. Les spécialistes de la Deutsche Bank évaluent que le secteur énergétique américain, rattrapé par la chute du pétrole, a levé 550 milliards de dollars de dettes depuis 2010. A titre de comparaison, les crédits hypothécaires totalisaient 13.428 milliards de dollars aux États-Unis à la fin 2014.

## Un monde accroc aux dettes

Même en considérant l'ensemble des crédits à problème aux États-Unis, la menace n'apparaît certainement pas revêtir le niveau de 2006-2007, d'autant plus que le secteur bancaire a fortement consolidé ses fonds propres. La crainte de crise financière apparaît désormais davantage prendre un accent mondial et transversal, mêlant dettes

publiques et privées, crédits et prix des actifs. Ce que le Fonds monétaire international résume par un «excès de complaisance» lié aux mesures des banques centrales.

Selon McKinsey, le montant des dettes des principales économies mondiales a augmenté de 40% depuis 2007 à près de 200.000 milliards de dollars, soit 286% du PIB mondial (+17% depuis 2007). Le rapport pointe notamment le boom des dettes en Chine et des États.

La finance de l'ombre, échappant à la régulation bancaire classique, n'a cessé de grossir à plus de 75.000 milliards de dollars, autant que le PIB de la planète, selon le Financial Stability Board.

Les économistes de McKinsey craignent ainsi un nouveau coup dur à l'économie. «Cela amène de nouveaux risques pour la stabilité financière et pourrait saper la croissance mondiale». Elle est pourtant indispensable afin d'alléger le fardeau des dettes. Un fardeau qui ne pèse plus seulement sur les ménages américains comme en 2007 mais sur le monde entier. ■

Propos recueillis par CÉDRIC BOITTE

# « Il y a de nouvelles formes d'exclusion numérique »

**TECHNOLOGIES** Gérard Valenduc les explore

## ENTRETIEN

En quelques années, l'environnement numérique est devenu une composante incontournable de nombreux services tant publics que privés. Une évolution accélérée qui laisse son lot d'exclus sur la touche.

Pour analyser cette nouvelle donne, les équipes de recherche de la fondation Travail-Université de Namur et l'Institut pour les médias, l'information et les télécoms de la Vrije Universiteit Brussel (VUB) lancent conjointement une étude de longue haleine. Elle durera quatre ans. Ils seront épaulés par une plateforme rassemblant l'ensemble des associations qui de près ou de loin sont actives sur le terrain dans ce secteur.

Chercheur et membre de la direction scientifique de la fondation Travail-université de Namur, Gérard Valenduc sera le coordinateur francophone de l'étude. Il répond à nos questions.

## Quels sont les objectifs de cette étude de longue durée ?

Depuis quelques années, une transformation en profondeur a eu lieu dans l'univers numérique. Lorsque l'on sait que près de 90% de la population de moins de 65 ans utilise l'internet de manière régulière, on ne peut plus vraiment parler de fracture numérique, comme par le passé. On constate en revanche qu'il y a de nouvelles formes d'exclusions numériques, notamment dans les services publics mais aussi dans les services d'intérêt général rendus par le privé. Ce sont ces nouvelles problématiques que l'on souhaite étudier.

## Quelles formes prennent ces nouvelles exclusions ?

Prenons l'exemple des transports publics. De plus en plus souvent, la seule manière d'acheter son billet c'est via l'internet ou en utilisant un automate dans la gare. Il n'y a pas d'alternative. On pourrait multiplier ce genre d'exemples. Les mutuelles poussent leurs affiliés à utiliser



Gérard Valenduc, chercheur de la fondation Travail-Université.

© D.R.

leurs services en ligne en combinaison avec la carte d'identité électronique. Les banques, également, pressent leurs clients de faire leurs opérations par ordinateur. On voit se généraliser une prescription d'usage dans un univers où les services sont de plus en plus numériques. Or, ces opérations présentent de réelles difficultés pour certaines catégories de personnes.

## Est-ce que ces exclusions sont liées à l'âge ?

Le lien n'est pas aussi direct. Mais il y a certainement des corrélations avec les phases de la vie que traverse chaque individu. Nous allons étudier comment l'autonomie évolue en fonction de ces différentes phases, en interviewant en profondeur des personnes de chaque tranche d'âge.

## Que deviendront les résultats de cette enquête ?

L'étude est financée par la Politique scientifique fédérale mais le destinataire de ses conclusions et de ses recommandations, c'est plutôt le ministre en charge de l'Agenda numérique, Alexander De Croo. C'est évidemment lui que cela concerne. Mais aussi les ministres régionaux en charge du Numérique, comme Jean-Claude Marcourt pour la Région wallonne. ■

Propos recueillis par ALAIN JENNOTTE



Dès 2011, l'agence Standard & Poor's octroyait de nouveau la note suprême AAA à une tranche d'un produit adossé à des crédits hypothécaires risqués rebaptisés nonprime, marketing oblige. © REUTERS.

## LES BRÈVES

### Faible baisse des prix de l'immo

Le Fonds monétaire international (FMI) estime qu'une baisse limitée des prix de l'immobilier est «le scénario le plus plausible» en Belgique. La bonne situation financière des ménages belges, le nombre élevé de propriétaires et les standards généralement prudents en matière de crédits réduisent le risque d'une correction désordonnée, estime l'institution financière internationale dans un rapport. Depuis 2000, les prix (valeur nominale) de l'immobilier ont plus que doublé en Belgique. A l'instar de nombreux autres pays européens, l'augmentation la plus marquée a été enregistrée avant la crise financière de 2007. Cependant, le royaume n'a pas enregistré de déclin significatif des prix après cette date, avec une hausse de 15% depuis début 2008. (b)

### FRAUDE FISCALE

#### Le parquet français requiert un procès contre HSBC

Déjà secouée par l'opération SwissLeaks, la filiale suisse de la banque HSBC voit la menace d'un procès se préciser en France: le parquet national financier (PNF) a requis cette semaine son renvoi en correctionnelle pour un système de fraude fiscale à grande échelle. Dans ses réquisitions, le PNF demande qu'HSBC Private Bank Suisse (HSBC PB) comparaisse pour dé-

marchage illicite de clients et blanchiment de fraude fiscale en 2006-2007, a annoncé une source judiciaire, confirmant une information du *Monde*. (afp)

### ÉNERGIE

La consommation totale d'électricité en Belgique a enregistré en janvier 2015 une augmentation de 1,1%, par rapport au même mois l'année précédente. Cette hausse a été observée aussi bien

pour les clients industriels que pour les secteurs résidentiel et tertiaire ainsi que les PME, indique vendredi Synergrid, la fédération des gestionnaires de réseaux électricité et gaz en Belgique. (b)

### AUTRICHE

#### Allègement fiscal de 1.000 euros par an par salarié

Le gouvernement autrichien de grande coalition gauche-droite a décidé vendredi un allègement de 5 milliards d'euros par an des impôts sur les salaires et les retraites, présenté comme la «plus importante réforme fiscale» dans ce pays depuis 1945. La réforme, qui doit s'appliquer dès le 1er janvier 2016 après adoption par le

Parlement, prévoit un allègement fiscal moyen de 1.000 euros par an et par salarié ou retraité. (afp)

### CONSUMMATION

#### Les Européens peu informés du droit à 2 ans de garantie

Télévision, électroménager, voiture: les consommateurs européens sont mal informés des deux ans de garantie compris dans l'achat d'un bien dans l'UE, indique une étude publiée vendredi par une association européenne de protection des consommateurs, qui appelle à la vigilance. La loi européenne prévoit une garantie minimale de deux ans pour tous les biens neufs achetés dans l'Union européenne. (afp)

## + 3,6 milliards

Fin février 2015, la dette de l'Etat fédéral atteignait 393,184 milliards d'euros, rapporte vendredi le SPF Finances. L'endettement net total du pouvoir fédéral s'élevait à 376,524 milliards d'euros, ce qui représente une augmentation de 3,644 milliards par rapport au mois précédent. (b)

# GBL change de capitaine, pas de cap

**HOLDING** La dernière d'Albert Frère

Rayon stratégie, Ian Gallienne insiste sur la continuité. A 89 ans, Albert Frère avait déjà délégué la gestion journalière alors qu'il gardera un pouvoir décisionnel sur les opérations majeures en tant que premier co-actionnaire. «La holding poursuivra la rotation au sein de ses actifs stratégiques, réduisant son exposition à des valeurs offrant un dividende élevé comme GDF Suez pour s'orienter davantage vers des valeurs de croissance», détaille l'administrateur-délégué. GBL avait ainsi acquis 15% de SGS, leader mondial de l'inspection et de la certification, en 2013.

La holding a aussi accumulé des participations dans Umicore et Ontex (7,29% ce jour, pour 129 millions d'euros), des investissements dits «pépinière», c'est-à-dire d'au moins 250 millions mais pas (encore) suffisamment importants pour être considérés comme stratégiques. Ian Gallienne explique viser une



C'était la dernière séance de résultats annuels pour Albert Frère en tant que président.

© BELGA

position d'important actionnaire minoritaire (15% à 20%) afin d'accompagner le développement de la société à l'image de la fusion de Lafarge avec Holcim, les deux premiers cimentiers mondiaux. Le manager ne ferme pas la porte aux sociétés non cotées tout en précisant que les fonds actifs dans le domaine profitent de l'abondante dette bon marché, faisant grimper les prix. GBL se montre ainsi «patiemment pressée» dans l'investissement de son importante trésorerie (1,8 milliard). ■

CÉDRIC BOITTE